



CAMEROUN

Issa Tchiroma Bakary, ex-ministre et proche de Paul Biya, se lance dans la course présidentielle

CÔTE D'IVOIRE

Présidentielle 2025, Alassane Ouattara continue d'entretenir le suspense autour de sa candidature

GUINÉE

Les banques en panne sèche, une crise de liquidités qui perturbe les activités économiques

SÉNÉGAL

Massacre de Thiaroye, un fils de tirailleur porte plainte contre la France

GRAND FORMAT

*Ahmadou
Bakayoko
prend les rênes du
Groupe Eranove*

L'ASCENSION MAÎTRISÉE D'UN DIRIGEANT DISCRET



SOMMAIRE

POLITIQUE

CÔTE D'IVOIRE : PRÉSIDENTIELLE 2025, ALASSANE OUATTARA CONTINUE D'ENTRETENIR LE SUSPENSE AUTOUR DE SA CANDIDATURE

4

CEDEAO : JULIUS MAADA BIO ÉLU PRÉSIDENT, UN NOUVEAU CHAPITRE POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

5

SOMALIE : AU MOINS SEPT SOLDATS OUGANDAIS TUÉS DANS DES COMBATS CONTRE LES SHEBABS

6

MALI – RUSSIE : ASSIMI GOÏTA REÇU AU KREMLIN PAR VLADIMIR POUTINE, VERS UNE OFFICIALIZATION DES LIENS MILITAIRES ENTRE LES DEUX PAYS

7

TCHAD : L'OPPOSANT SUCCÈS MASRA ENTAME UNE GRÈVE DE LA FAIM POUR DÉNONCER SA DÉTENTION

8

BÉNIN – CÔTE D'IVOIRE : PATRICE TALON REÇU PAR ALASSANE OUATTARA, LES ENJEUX SOUS-RÉGIONAUX AU CŒUR DES ÉCHANGES

9

TOGO : DÉPLOIEMENT MASSIF DES FORCES DE L'ORDRE À LOMÉ SUITE À DES APPELS À MANIFESTER

10

CAMEROUN : ISSA TCHIROMA BAKARY, EX-MINISTRE ET PROCHE DE PAUL BIYA, SE LANCE DANS LA COURSE PRÉSIDENTIELLE

11

RDC – RWANDA : UN ACCORD DE PAIX SIGNÉ À WASHINGTON POUR METTRE FIN À DES DÉCENNIES DE CONFLIT

12

ÉCONOMIE

GUINÉE : LES BANQUES EN PANNE SÈCHE, UNE CRISE DE LIQUIDITÉS QUI PERTURBE LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

17

GRAND FORMAT

**AHMADOU BAKAYOKO
PREND LES RÊNES DU GROUPE
ERANOVE
L'ASCENSION MAÎTRISÉE
D'UN DIRIGEANT DISCRET**



18 - 27

SOCIÉTÉ

GUERRE AU SOUDAN : L'ONU ALERTE SUR UN RISQUE DE GÉNOCIDE « TRÈS ÉLEVÉ »

31

SÉNÉGAL : MASSACRE DE THIAROYE, UN FILS DE TIRAILLEUR PORTE PLAINTÉ CONTRE LA FRANCE

32

RDC : KINSHASA CONFRONTÉE À UNE ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA, MSF TIRE LA SONNETTE D'ALARME

33

POLITIQUE

Politique

Côte d'Ivoire : Présidentielle 2025, Alassane Ouattara continue d'entretenir le suspense autour de sa candidature

En Côte d'Ivoire, l'incertitude demeure quant à l'avenir politique du président en exercice, Alassane Ouattara. Le dimanche 22 juin 2025, il a annoncé qu'il se prononcerait « dans les jours qui viennent » sur sa candidature à l'élection présidentielle prévue en octobre. Cette déclaration a suscité une vive attente parmi ses partisans, qui espèrent le voir briguer un quatrième mandat à la tête du pays.

Le chef de l'État a fait cette annonce lors du deuxième congrès ordinaire du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), tenu au stade olympique d'Ebimpé, qui porte désormais son nom. Alassane Ouattara y a dressé le bilan de son action à la tête du pays, tout en insistant sur l'importance de préserver la paix et la stabilité. Devant un stade plein à craquer, il a exprimé sa gratitude envers ses partisans, tout en précisant qu'il prendrait sa décision après une réflexion approfondie. Cette prudence a laissé certains militants dans l'expectative, même si beaucoup y voient un signe favorable à une nouvelle candidature.



Les réactions au sein du congrès étaient partagées. Tandis que de jeunes militants vêtus de t-shirts orange scandaient des slogans en faveur du président, plusieurs cadres du parti ont exprimé leur surprise face à l'absence d'une déclaration claire. Un ministre a même confié avoir été pris de court, soulignant le suspense toujours entretenu par le chef de l'État.

Dans le paysage politique ivoirien, les spéculations vont bon train. Alassane Ouattara choisira-t-il de se représenter ? Ou désignera-t-il une autre personnalité pour porter les couleurs du RHDP ? Les prochains jours seront décisifs pour lever le voile sur cette incertitude.

Du côté de l'opposition, le scepticisme est palpable. Des figures telles que l'ancien président Laurent Gbagbo et Pascal Affi N'Guessan ont exprimé leurs inquiétudes face à une éventuelle nouvelle candidature du président. Gbagbo dénonce une dérive autoritaire et appelle à la défense du pluralisme démocratique, tandis qu'Affi N'Guessan espère que le président « fera le bon choix », conscient des tensions qu'une telle décision pourrait raviver. La collecte des parrainages pour les candidats débutera le 1er juillet, et les dossiers devront être déposés au plus tard le 26 août. Dans ce contexte, la décision d'Alassane Ouattara sera observée de près, tant par ses soutiens que par ses adversaires, alors que la Côte d'Ivoire s'apprête à vivre un tournant politique majeur.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



**LE CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS
(CMPL)**

SPÉCIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES
MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MEDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PÉDIATRIE,
LABORATOIRE.**

CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

**CDNA.MEDICAL@GMAIL.
COM**

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSIS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**



Politique **CEDEAO : Julius Maada Bio élu président, un nouveau chapitre pour l'Afrique de l'Ouest**

du Burkina Faso et du Niger, désormais membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), dirigés par des juntes militaires. Les chefs d'État ont convenu de la nomination d'un négociateur, assisté par un groupe de ministres issus des pays membres, pour piloter ce processus de sortie, dont l'échéance est fixée à fin juillet. Ce départ s'inscrit dans un contexte de recrudescence des attaques jihadistes et de fragmentation géopolitique régionale.

Le 22 juin 2025, à l'issue d'un sommet ordinaire des chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenu à Abuja, au Nigeria, Julius Maada Bio, président de la Sierra Leone, a été élu président en exercice de l'organisation. Il succède ainsi à Bola Ahmed Tinubu, président du Nigeria, à un moment charnière pour la région ouest-africaine.

Dans son discours inaugural, Julius Maada Bio a souligné que la région se trouve à un tournant décisif. Il s'est engagé à restaurer l'ordre constitutionnel, à renforcer la sécurité collective et à promouvoir une intégration économique plus dynamique. Ces priorités apparaissent d'autant plus urgentes face aux

défis persistants : instabilité politique, insécurité au Sahel, montée du terrorisme et criminalité transnationale organisée.

L'élection de Bio a surpris plusieurs observateurs, alors que le président du Ghana était pressenti comme un candidat de consensus, et que Bassirou Diomaye Faye, président du Sénégal, était considéré comme le favori. Cette désignation rompt avec la tradition non écrite d'alternance entre présidents francophones, anglophones et lusophones, deux anglophones se succédant pour la première fois à la tête de l'institution.

Le sommet a également été marqué par les discussions autour du retrait coordonné du Mali,

Dans son discours de passation, Bola Tinubu a reconnu l'ampleur des défis auxquels fait face la CEDEAO, évoquant notamment les menaces sécuritaires, l'extrémisme violent et la perte de confiance dans certaines institutions régionales. Il a appelé à un sursaut collectif pour préserver l'unité et la stabilité de la communauté. L'élection de Julius Maada Bio ouvre ainsi une nouvelle ère pour la CEDEAO. Les mois à venir seront déterminants pour évaluer la capacité de l'organisation à répondre efficacement aux crises qui secouent l'Afrique de l'Ouest, tout en avançant vers une coopération renforcée, fondée sur la paix, la souveraineté des États et la prospérité des peuples.



**ECLAIR
CONSULTING**

*la langue au
service de
l'influence
africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmeraie route
Y4 Abidjan, Abidjan,
Cote d'Ivoire

Lire plus : <https://hamanie.news/>

Politique

Somalie : au moins sept soldats ougandais tués dans des combats contre les shebabs

Le 22 juin 2025, un porte-parole de l'armée ougandaise a annoncé la mort d'au moins sept soldats lors de violents affrontements en Somalie avec les islamistes radicaux shebabs. Ces militaires faisaient partie de la Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM), chargée de combattre cette organisation affiliée à al-Qaïda.

Les combats se sont intensifiés au cours du week-end précédent, lorsque les troupes ougandaises ont été engagées dans un siège de trois jours visant à reprendre le contrôle d'une zone stratégique occupée par les shebabs. L'opération, baptisée « Tempête silencieuse », ciblait une localité située dans la région du Bas-Shabelle, à environ 200 kilomètres au nord de la capitale, Mogadiscio. Selon l'armée ougandaise, ce site servait de base arrière pour des attaques dirigées contre la capitale.

À l'issue de cette opération, les forces ougandaises, en coordination avec l'armée somalienne, ont réussi à reprendre la localité,



tuant une trentaine de combattants shebabs et saisissant un important stock d'armes. Cette action souligne le rôle central de l'Union africaine dans les efforts de stabilisation et de lutte contre le terrorisme en Somalie.

La mission AUSSOM, qui déploie plus de 11 000 hommes, apporte un soutien essentiel à l'armée somalienne dans un pays ravagé par plus de deux décennies de guerre civile. Le conflit oppose le gouvernement fédéral aux islamistes shebabs,

qui continuent de mener des attentats meurtriers à travers le pays.

Cette opération survient dans un contexte de recrudescence des attaques djihadistes. En mars dernier, les shebabs ont revendiqué l'explosion d'une bombe visant le cortège présidentiel à Mogadiscio. Début avril, plusieurs obus ont été tirés à proximité de l'aéroport de la capitale, illustrant la menace persistante que représentent ces groupes extrémistes pour la sécurité nationale et régionale.

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



Politique

Mali – Russie : Assimi Goïta reçu au Kremlin par Vladimir Poutine, vers une officialisation des liens militaires entre les deux pays

Le ministre russe de la Défense, Andreï Beloussov, s'est également entretenu avec son homologue malien. Il a déclaré que l'objectif principal de ce partenariat était l'obtention de résultats tangibles en matière de sécurité et de souveraineté, considérant cette coopération comme essentielle à la stabilité des deux nations.

Le général Sadio Camara, ministre malien de la Défense, a pour sa part salué l'accueil réservé à la délégation et remercié la Russie pour son soutien. Il a souligné que le combat du Mali contre le colonialisme et l'ingérence occidentale constituait, selon lui, une source d'inspiration pour la Russie, notamment dans le contexte de l'« opération militaire spéciale » en Ukraine.

Au-delà du volet sécuritaire, d'autres accords sont en cours de négociation, notamment dans les secteurs de l'énergie et du nucléaire civil. Leur signature attendue dans les mois à venir pourrait approfondir davantage la coopération russo-malienne, dans un contexte géopolitique marqué par la reconfiguration des alliances en Afrique de l'Ouest.

Le 23 juin 2025, une délégation malienne conduite par le président de la transition, le général Assimi Goïta, a été reçue au Kremlin par son homologue russe, Vladimir Poutine. Cette visite de haut niveau a été marquée par la signature de plusieurs accords de coopération entre Moscou et Bamako, principalement dans le domaine de la défense, dans un contexte de retrait du groupe paramilitaire Wagner, désormais remplacé par l'Africacorps. L'événement a bénéficié d'une large couverture médiatique en Russie, tant dans la presse généraliste que sur les chaînes de télévision fédérales. Les discussions entre les deux chefs d'État ont été largement relayées, mettant

en exergue l'intensification des relations bilatérales, en particulier sur le plan militaire.

La chaîne Pierviy Kanal a notamment souligné le rôle déterminant des équipements russes — avions de chasse et hélicoptères — dans les opérations militaires menées au Mali. À son arrivée à Moscou, le général Goïta a exprimé sa volonté de renforcer la coopération stratégique avec la Russie, en insistant sur des domaines clés tels que la défense, les infrastructures de transport et le développement économique.

Le remplacement du groupe Wagner par l'Africacorps marque une étape vers une formalisation accrue de la coopération militaire entre les deux pays.



**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de conseil
engagé dans
la transformation
durable

[https://athari-
as.com/](https://athari-as.com/)
+2250759956898
infos@athari-as.com

Lire plus : <https://hamanie.news/>

L'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique



www.hamanie.news



Politique

Tchad : L'opposant Succès Masra entame une grève de la faim pour dénoncer sa détention

au Tchad comme à l'étranger, s'engagent pour la cause commune. « La bonne nouvelle, elle est connue, et elle sait que, peu importe le temps que cela prendra, peu importe les blocages dressés, nous sommes un peuple de citoyens libres dès la naissance, comme Dieu l'a voulu en nous créant. Chaque prison, individuelle ou collective, n'est que passagère », a-t-il ajouté. Succès Masra appelle le peuple tchadien à se mobiliser pacifiquement et à avancer avec dignité, quelles que soient les épreuves. À travers cette grève de la faim, il entend attirer l'attention sur les injustices qu'il estime subies par le peuple tchadien et réaffirmer son engagement en faveur des droits fondamentaux.

Cette initiative intervient dans un contexte politique particulièrement tendu au Tchad, où les voix critiques du régime font face à une répression de plus en plus marquée. Les réactions à cette annonce sont attendues tant sur le plan national qu'international, alors que la situation des droits humains dans le pays continue d'inquiéter nombre d'observateurs et d'organisations de défense des libertés.

Quarante jours après son arrestation, l'opposant tchadien Succès Masra a annoncé, ce mardi 24 juin, qu'il entamait une grève de la faim. Cette décision a été rendue publique dans une lettre adressée au peuple tchadien, lue au siège du parti Les Transformateurs par un cadre de cette formation politique.

Ancien Premier ministre, Succès Masra est actuellement poursuivi pour « incitation à la haine » et accusé d'être le commanditaire du massacre de Mandakao. Les charges retenues contre lui s'appuient sur un enregistrement audio datant de près de deux ans, dans lequel il aurait

appelé les populations du sud du pays à l'autodéfense face aux violences qui y sévissaient à l'époque.

Dans sa lettre, Masra dénonce ce qu'il considère comme une arrestation arbitraire. Il déclare : « Dès ce soir, en solidarité avec vous tous et en protestation contre des injustices imméritées, j'entre en grève de la faim pour exiger la libération des énergies de ce peuple prisonnier de ses injustices et de ses inégalités. C'est le seul moyen dont je dispose en prison. »

Il y exprime également sa reconnaissance envers ceux qui,

 Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

L'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique



www.hamanie.news



Politique

Mali – Russie : Bénin – Côte d'Ivoire : Patrice Talon reçu par Alassane Ouattara, les enjeux sous- régionaux au cœur des échanges

Cette rencontre intervient seulement 48 heures après la clôture du 67^e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, qui s'est tenu à Abuja les 21 et 22 juin derniers. Ce sommet a notamment été marqué par les discussions autour de la recomposition de la région, à la suite du retrait annoncé du Mali, du Burkina Faso et du Niger. La présence du président Talon à Abidjan peu après cet événement peut ainsi être perçue comme une démarche de concertation ciblée avec un acteur influent de l'organisation communautaire.

Cette visite illustre l'importance stratégique des relations entre le Bénin et la Côte d'Ivoire, ainsi que la volonté des deux pays de conjuguer leurs efforts pour faire face aux défis communs. Les discussions entre Patrice Talon et Alassane Ouattara pourraient également ouvrir la voie à de nouvelles formes de coopération, renforçant les liens économiques, sécuritaires et diplomatiques entre les deux États, et contribuant ainsi à la stabilité et au développement de l'Afrique de l'Ouest.

Le président béninois Patrice Talon a été reçu en audience par son homologue ivoirien Alassane Ouattara, ce mardi 24 juin 2025. Cette rencontre de haut niveau s'inscrit dans une dynamique de concertation entre les deux chefs d'État, à un moment où les enjeux régionaux appellent à une plus grande cohésion entre les partenaires ouest-africains.

Officiellement, les échanges ont porté sur le renforcement des relations bilatérales entre le Bénin et la Côte d'Ivoire, deux pays liés par une coopération ancienne et soutenue dans de nombreux domaines. Toutefois, l'entretien a également abordé des questions plus larges liées à la situation dans la sous-région, actuellement confrontée à de nombreux défis.

Lire plus : <https://hamanie.news/>

Politique

Togo : Déploiement massif des forces de l'ordre à Lomé suite à des appels à manifester

Depuis mercredi 26 juin, un important dispositif de sécurité est déployé à Lomé, la capitale togolaise, en réponse à des appels à manifester relayés sur les réseaux sociaux. Ces manifestations, initialement prévues pour durer trois jours, visaient à exprimer un mécontentement croissant à l'égard du pouvoir en place. Sur le terrain, la situation est restée globalement calme, bien que marquée par de fortes tensions.

Durant les premiers jours, la ville a présenté un visage inhabituel : rideaux de magasins baissés, échoppes fermées au marché central, circulation quasi inexistante. Un témoin avait alors décrit une atmosphère « anormalement calme », reflet d'une mobilisation encore timide, mais lourde de tensions.

Des incidents ont toutefois été signalés, notamment dans le sud-est de la capitale. Les forces de l'ordre ont eu recours à des gaz lacrymogènes pour disperser de petits rassemblements dans plusieurs quartiers, dont Bè, Bè-Kpota et Adakpamé. Dans ce dernier, certaines rues ont été temporairement bouclées afin de prévenir tout débordement.



Tout au long de la période, les forces de sécurité sont restées fortement présentes, visibles à presque chaque coin de rue. Des policiers armés de matraques et de boucliers ont effectué des patrouilles régulières, instaurant une atmosphère de contrôle strict. Aucune arrestation majeure n'a été rapportée à ce jour, mais les autorités maintiennent un haut niveau de vigilance.

Si les appels à manifester ne semblent pas avoir entraîné une mobilisation de masse, les signaux de crispation demeurent perceptibles dans l'opinion publique. Les autorités togolaises, quant à elles, se montrent résolues à prévenir tout trouble à l'ordre public, tandis que la population observe, entre prudence et résignation, l'évolution d'un climat politique de plus en plus tendu.

Lire plus : <https://hamanie.news/>

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Issa Tchiroma Bakary, ancien ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle au Cameroun, a officiellement annoncé sa candidature à l'élection présidentielle. Cette déclaration a été faite dans une « Lettre aux Camerounais » publiée seulement 24 heures après son départ du gouvernement et sa rupture avec le président Paul Biya, dont il était l'un des plus fidèles alliés.

Dans ce document de 24 pages, Tchiroma rend hommage aux « pères fondateurs de la nation » et alerte sur le « péril d'un régime à bout de souffle ». Il y dénonce les dysfonctionnements d'un système qu'il a pourtant servi pendant de nombreuses années, affirmant : « J'ai connu le pouvoir et j'en ai mesuré les limites. » Il critique

également la gouvernance du président Biya, déclarant qu'« un pays ne peut exister au service d'un homme. Il doit vivre au service de son peuple. »

Fort de ces constats, l'ancien porte-parole du gouvernement se présente comme un candidat du renouveau, capable d'impulser un changement significatif. Il considère cette élection comme une « chance historique » et esquisse les grandes lignes de son programme, notamment un retour à une forme de « fédéralisme choisi ».

Cependant, la publication de sa lettre a coïncidé avec la fuite d'un arrêté signé par le ministre de l'Administration territoriale,

Politique

Cameroun : Issa Tchiroma Bakary, ex-ministre et proche de Paul Biya, se lance dans la course présidentielle

interdisant toute activité politique du FSNC — le parti d'Issa Tchiroma — dans un département de la région de l'Extrême-Nord. Ce développement met en lumière la résistance du pouvoir en place, que Tchiroma a soutenu pendant près de vingt ans.

Malgré ces tensions, Christophe Mien Zok, directeur de l'information et de la propagande au secrétariat général du comité central du RDPC, a relativisé l'impact de cette défection. Selon lui, bien que Tchiroma ait été un allié lors des scrutins de 2011 et 2018, son départ ne devrait pas fragiliser le parti présidentiel. Il a ajouté que la contribution de Tchiroma à ces élections reste difficile à évaluer et que le RDPC continuera de redoubler d'efforts pour compenser toute éventuelle perte de voix dans sa circonscription.

Cette candidature marque un tournant dans le paysage politique camerounais, à l'approche des prochaines élections, alors que les tensions au sein du gouvernement deviennent de plus en plus palpables. Les semaines à venir seront déterminantes pour la dynamique politique du pays.



**ECLAIR
CONSULTING**

*la langue au
service de
l'influence
africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmeraie route
Y4 Abidjan , Abidjan ,
Cote d'Ivoire

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



Politique

RDC – Rwanda : Un accord de paix signé à Washington pour mettre fin à des décennies de conflit

Le 27 juin 2025, la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda ont signé un accord de paix à Washington, sous l'égide des États-Unis, dans le but de mettre un terme au conflit qui ravage l'est de la RDC depuis plus de trente ans et qui a causé des milliers de morts. Cet accord marque une étape significative dans les relations entre les deux pays, souvent marquées par des tensions et des hostilités.

La cérémonie de signature s'est tenue au Département d'État américain, en présence du secrétaire d'État Marco Rubio, qui a souligné l'importance de cet événement. « C'est un moment important après trente ans de guerre », a-t-il déclaré, tout en précisant qu'il restait encore « beaucoup à faire » pour assurer une paix durable dans la région. L'accord a été signé par les ministres des Affaires étrangères des deux pays, qui se sont engagés à mettre fin de manière irréversible et vérifiable au soutien étatique aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et aux milices associées.

Les détails de l'accord n'ont pas encore été rendus publics,



mais des sources proches de la médiation indiquent qu'il prévoit une cessation des hostilités entre les deux armées, interdisant toute agression, directe ou indirecte. Les différends devront désormais être résolus par la voie diplomatique. Les deux parties se sont également engagées à ne plus soutenir les groupes armés, notamment les FDLR — composés d'anciens responsables hutus impliqués dans le génocide des Tutsis — ainsi que l'Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23-Mars (AFC/M23).

Au-delà des aspects sécuritaires, l'accord inclut un important volet économique, prévoyant un cadre d'intégration régionale et des projets structurants dans les domaines de l'énergie, des ressources naturelles et des infrastructures, tout en intégrant les intérêts américains dans la région.

Cet accord s'inspire d'une Déclaration de principes approuvée en avril entre la RDC et le Rwanda. Selon le Département d'État américain, il contient des dispositions sur le respect de l'intégrité territoriale et l'arrêt des hostilités dans l'est de la RDC, en réponse à l'offensive menée par le M23, un groupe armé soutenu par le Rwanda selon l'ONU et plusieurs chancelleries occidentales. Ce groupe a récemment pris le contrôle des villes de Goma et Bukavu, capitales des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, entraînant des pertes humaines considérables.

Par ailleurs, le Qatar joue également un rôle de médiation entre Kinshasa et l'AFC/M23, ayant accueilli en mars dernier à Doha les présidents Paul Kagame et Félix Tshisekedi pour des discussions. L'est de la RDC, riche en ressources naturelles et frontalier du Rwanda, continue de faire face à des violences persistantes. Cet accord de paix représente un espoir pour une résolution durable des conflits dans la région. Les prochains mois seront cruciaux pour évaluer la mise en œuvre de cet accord et la stabilisation de la situation sécuritaire.

Lire plus : <https://hamanie.news/>



CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

**LE CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS
(CMPL)**

SPÉCIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES
MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MEDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PÉDIATRIE,
LABORATOIRE.**

CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

**CDNA.MEDICAL@GMAIL.
COM**

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSIS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**



Santé mentale au travail : décryptages et solutions pour l'Afrique»

La santé mentale au travail est un enjeu devenu incontournable pour les entreprises dans le monde entier.

En Afrique, et particulièrement en Côte d'Ivoire, ce sujet reste pourtant encore largement sous-estimé, souvent relégué au second plan derrière les enjeux de performance, de rentabilité ou de productivité. Pourtant, le bien-être psychologique des collaborateurs est un levier stratégique majeur : il impacte directement la motivation, la créativité, la fidélisation des talents, la qualité du management et, in fine, les résultats économiques. Burn-out, démotivation, stress chronique, isolement en télétravail, charge mentale mal maîtrisée... autant de réalités invisibles qui touchent aujourd'hui de nombreux salariés et dirigeants, souvent sans que les entreprises ne sachent comment les identifier, les prévenir ou les gérer. Le coût humain est considérable, mais les conséquences pour l'organisation le sont tout autant : absentéisme, baisse de la performance collective, turn-over, climat social dégradé.

Chez YODAN, nous sommes convaincus qu'il est urgent de briser le silence et d'accompagner les organisations africaines à mieux intégrer la santé mentale dans leur stratégie de management et de développement.

C'est pourquoi nous lançons cette série éditoriale : «Santé mentale au travail : décryptages et solutions pour l'Afrique».

Chaque épisode de cette série vous apportera des clés de compréhension, des bonnes pratiques et des pistes d'action concrètes adaptées à notre contexte socioculturel.

Notre ambition est simple : contribuer à bâtir des environnements de travail plus sains, plus humains et plus performants, en Côte d'Ivoire comme partout sur le continent.

Bonne lecture, et surtout, n'hésitez pas à engager la discussion avec nous !



TRAVAIL HYBRIDE, TÉLÉTRAVAIL : DE NOUVEAUX MODES DE TRAVAIL, DE NOUVEAUX RISQUES PSYCHOLOGIQUES ?

Par
Dr Parfait Touré, CEO
YODAN

A propos de l'auteur

Médecin de formation, Dr Parfait Toure a bâti une carrière remarquable au sein de grandes multinationales telles que Sanofi, Novo Nordisk et Novartis.

Fort de cette riche expérience, il a récemment fait un virage audacieux vers l'entrepreneuriat en lançant YODAN, une entreprise innovante dédiée à la santé mentale et au bien-être en entreprise.

Dans un contexte où la santé mentale reste un enjeu encore peu pris en compte sur le continent africain, YODAN ambitionne de changer la donne en apportant des solutions concrètes et adaptées aux réalités des entreprises et organisations locales.

Grâce à une approche combinant expertise scientifique, innovation digitale et accompagnement stratégique, l'entreprise se positionne comme un acteur majeur du secteur.

Le monde professionnel connaît depuis quelques années une transformation sans précédent, accélérée par la pandémie de COVID-19. Le télétravail, autrefois réservé à une minorité de cadres dans certains secteurs, est devenu une norme temporaire puis, pour beaucoup, une pratique appelée à durer sous des formes hybrides. En Côte d'Ivoire comme ailleurs, de nombreuses entreprises ont expérimenté le travail à distance, séduites par les promesses d'efficacité, de réduction des coûts immobiliers et de flexibilité offerte aux collaborateurs. Mais derrière cette évolution apparente se cachent des réalités plus complexes, souvent invisibles : l'isolement social, la surcharge mentale et la perte progressive de sens dans le travail.

Le travail hybride, qui alterne présence au bureau et télétravail, est aujourd'hui présenté comme un modèle d'avenir, capable de concilier le besoin d'autonomie des salariés et les

exigences d'organisation collective. Pourtant, ce modèle comporte des risques psychologiques spécifiques, que beaucoup d'entreprises sous-estiment encore.

L'un des premiers risques est l'isolement social. Le télétravail rompt les interactions informelles qui se produisent naturellement dans un environnement de bureau : les discussions à la machine à café, les déjeuners entre collègues, les échanges spontanés qui créent du lien et nourrissent la dynamique d'équipe. À distance, ces moments disparaissent, laissant place à des échanges souvent strictement fonctionnels, organisés par visioconférence ou par messagerie instantanée. Ce manque de lien social peut favoriser le repli sur soi, la solitude professionnelle, et à terme, un sentiment d'exclusion ou de déconnexion vis-à-vis de l'équipe et de l'entreprise.

Le deuxième risque, plus insidieux, est la surcharge mentale. Le télétravail brouille les frontières entre la vie professionnelle et la vie personnelle. Nombreux sont les salariés qui peinent à «déconnecter», enchaînant les réunions virtuelles, répondant à des messages à toute heure, et travaillant parfois plus longtemps qu'au bureau, faute de repères clairs. Cette hyperconnexion, souvent encouragée par une culture de la disponibilité permanente, peut conduire à une fatigue cognitive importante, à un épuisement émotionnel, voire à une forme de burn-out numérique. Les salariés peuvent avoir l'impression d'être toujours «en ligne», sans temps de pause réel, ni moments de récupération mentale.

Enfin, le troisième risque est la perte de sens, particulièrement dans les environnements où les équipes ne comprennent plus la finalité de leurs tâches ou se sentent éloignées des décisions stratégiques. Le travail à distance, lorsqu'il est mal piloté, peut renforcer ce sentiment de déconnexion : les collaborateurs ne voient plus l'impact concret de leur travail, ils perdent le contact avec leurs collègues et leurs managers, et ils peuvent finir par douter de l'utilité même de leur contribution. Ce désengagement progressif peut fragiliser la motivation individuelle et collective, au détriment de la performance globale de l'organisation.

Ces risques sont d'autant plus préoccupants dans les contextes africains, où les infrastructures technologiques ne sont pas toujours optimales, où les espaces de travail à domicile sont souvent partagés avec d'autres membres de la famille, et où la culture managériale reste encore très centrée sur la présence physique comme indicateur de productivité. Le télétravail, mal préparé ou mal encadré, peut alors devenir une source de stress supplémentaire, au lieu d'offrir la flexibilité attendue.

Face à ces défis, les entreprises doivent adopter une approche responsable et structurée du travail hybride. Il ne s'agit pas simplement de laisser chacun s'organiser à sa guise, ni d'imposer un retour forcé au bureau, mais de co-construire avec les équipes des règles claires, des rituels de communication réguliers, et des espaces d'écoute pour identifier les difficultés vécues à distance. Il est essentiel de former les managers à piloter des équipes hybrides, en veillant à maintenir la cohésion, à répartir les charges de travail de manière équilibrée, et à préserver la santé mentale des collaborateurs.

Le travail hybride peut être une formidable opportunité de moderniser les pratiques, de renforcer la confiance et de favoriser l'autonomie, à condition qu'il soit accompagné par une politique de prévention des risques psychosociaux. Cette politique doit inclure des actions concrètes : sensibilisation aux enjeux de santé mentale, formation à la gestion du stress, promotion de la déconnexion numérique, mise en place de moments de convivialité à distance, et accompagnement psychologique pour les salariés qui en expriment le besoin.

Chez YODAN, nous accompagnons les entreprises ivoiriennes et africaines à relever ce défi en les aidant à structurer leur stratégie de travail hybride autour de trois piliers : préserver le lien humain, prévenir la surcharge mentale, et redonner du sens au travail collectif. Nous croyons qu'un modèle hybride bien pensé peut renforcer la performance et le bien-être, à condition de reconnaître et de gérer les risques qu'il génère.

En définitive, le télétravail et le travail hybride ne sont pas des solutions miracles. Ce sont des outils au service d'une organisation plus flexible et plus humaine, à condition que la santé mentale des équipes reste une priorité stratégique.

ÉCONOMIE

Economie

Guinée : Les banques en panne sèche, une crise de liquidités qui perturbe les activités économiques



Depuis plusieurs semaines, la Guinée est confrontée à une grave crise de liquidités qui affecte aussi bien les consommateurs que les entreprises. Les banques ont instauré des plafonds stricts sur les retraits, rendant difficile l'accès aux fonds nécessaires à la réalisation de transactions. Cette situation fragilise une économie déjà peu bancarisée, et de nombreux commerçants, ainsi que les cambistes — agents de change —, se retrouvent dans l'incapacité d'exercer leurs activités habituelles.

À Kaloum, centre administratif de Conakry, un cambiste témoigne des difficultés rencontrées. Habitué à échanger des montants importants en euros ou en dollars avec des voyageurs, il se heurte désormais à des contraintes majeures pour obtenir des francs guinéens. « On a des difficultés avec le franc guinéen contre la devise. Si on dépose un chèque de 2 milliards 500, on n'arrive pas à obtenir 50 millions ; on ne nous propose que 30 millions. C'est peu, on ne peut pas travailler avec ça », déplore-t-il, visiblement frustré.

Les autorités guinéennes sont restées relativement discrètes sur cette crise. Toutefois, le Premier ministre Bah Oury a tenté d'apporter des explications dans une déclaration faite le 20 juin. Selon lui, cette pénurie de billets serait

en partie liée à la vitalité de l'économie guinéenne, qui a enregistré une croissance avoisinant les 7 % en 2024, malgré un début d'année difficile. Dans ce contexte, a-t-il expliqué, la monnaie fiduciaire disponible pourrait ne pas suffire à couvrir les besoins croissants du pays.

Pour remédier à cette crise, le Premier ministre a annoncé plusieurs mesures, notamment l'interdiction des paiements en espèces pour les salaires et les dépenses administratives, au profit des virements bancaires. Il a également insisté sur le fait que la Banque centrale ne devait pas recourir à la création monétaire excessive, afin de préserver la stabilité macroéconomique.

Cependant, cette lecture de la crise ne fait pas l'unanimité. L'analyste financier Bella Bah conteste l'idée selon laquelle la forte croissance serait à l'origine des tensions actuelles. Il évoque plutôt une crise de confiance entre la Banque centrale et les banques commerciales. « L'une des causes fondamentales de cette crise de liquidités, c'est le marché interbancaire. Aujourd'hui, la majorité des banques primaires ne déposent plus auprès de la Banque centrale, car l'accès à leurs fonds y est devenu problématique. De plus, la Banque centrale prélève 1 % sur tous les retraits en dollars et en euros »,

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

GRAND FORMAT

***Ahmadou
Bakayoko***
*prend les rênes du
Groupe Eranove*

**L'ASCENSION MAÎTRISÉE
D'UN DIRIGEANT DISCRET**

Ahmadou Bakayoko prend les rênes du Groupe Eranove

L'ASCENSION MAÎTRISÉE D'UN DIRIGEANT DISCRET



Le 27 juin 2025, le Conseil d'administration du Groupe Eranove annonçait la nomination de l'Ivoirien Ahmadou Bakayoko au poste de Directeur Général du groupe industriel panafricain. Il succède à Marc Albérola, figure emblématique de l'entreprise, qui a dirigé le groupe pendant seize années et piloté son expansion sur plusieurs marchés africains. Cette passation de témoin marque une transition importante au sein d'une entreprise qui s'impose aujourd'hui comme un acteur central de la gestion de services publics essentiels sur le continent, dans les domaines de l'eau potable et de l'électricité.

Cette nomination intervient dans un contexte régional et continental marqué par des tensions croissantes autour de l'accès à l'énergie et à l'eau, deux secteurs au cœur des stratégies de développement durable en Afrique. Alors que la pression démographique s'intensifie, que les zones urbaines s'étendent rapidement, et que les exigences environnementales redéfinissent les priorités des politiques publiques, le défi est immense : garantir un accès équitable, fiable et durable à des services de base pour des centaines de millions de citoyens. Dans ce paysage, les entreprises comme Eranove sont appelées à jouer un rôle structurant, à la fois comme opérateurs

techniques et comme catalyseurs de partenariats publics-privés.

La désignation d'Ahmadou Bakayoko à la tête du groupe revêt ainsi une portée symbolique et stratégique. Elle consacre un profil africain de haut niveau, à la fois technocrate aguerri, manager expérimenté et homme de résultats. Elle confirme également l'évolution du continent vers une génération de dirigeants industriels enracinés localement, mais dotés d'une expérience internationale et d'une compréhension fine des dynamiques régionales. Pour la Côte d'Ivoire, il s'agit d'une reconnaissance supplémentaire de son vivier de compétences et de son rôle moteur dans le secteur des infrastructures en Afrique de l'Ouest. Pour la sous-région, cette prise de fonction traduit une volonté de consolidation, d'innovation et de gouvernance exigeante dans des domaines vitaux pour la souveraineté économique et le progrès social.

Alors qu'Eranove se prépare à une nouvelle phase d'expansion, cette nomination pourrait marquer le début d'un nouveau chapitre dans la manière dont les grands groupes africains conçoivent la croissance, le leadership et leur responsabilité sociétale.



Un parcours académique d'excellence

Ahmadou Bakayoko incarne l'un de ces parcours rares où l'exigence intellectuelle, la discipline académique et l'ouverture au monde se conjuguent dès les premières années. Bien que relativement discret sur sa vie privée, il est issu d'un environnement familial où la rigueur, l'intégrité et le mérite occupent une place centrale. C'est dans ce cadre qu'il forge les bases d'un parcours d'exception, marqué par une précocité intellectuelle remarquable et une capacité constante à évoluer dans des environnements complexes et compétitifs.

Son admission à l'École Polytechnique de Paris, l'une des institutions les plus prestigieuses de l'enseignement supérieur en Europe, consacre ce parcours d'excellence. Véritable temple de la formation des élites scientifiques et techniques, Polytechnique sélectionne chaque année un nombre très restreint d'étudiants internationaux au terme d'un processus rigoureux. Cette réussite témoigne non seulement de son niveau académique élevé, mais aussi de sa capacité à se hisser parmi les meilleurs dans un système éducatif d'une exigence extrême.

À Polytechnique, Ahmadou Bakayoko reçoit une formation pluridisciplinaire de haut niveau, mêlant mathématiques avancées, physique, informatique, économie et sciences sociales. Il y développe une approche rigoureuse des problèmes, une capacité d'abstraction et un goût affirmé pour les grandes questions structurelles, qualités qui marqueront durablement sa manière de penser l'entreprise, l'action publique et le développement.

Il poursuit ensuite sa spécialisation à Télécom Paris, autre grande école française, où il affine ses compétences dans les domaines des technologies de l'information, des télécommunications et de l'ingénierie des systèmes. Ce choix illustre une orientation claire vers les enjeux d'innovation, de transformation numérique et de performance organisationnelle. Il y approfondit notamment ses réflexions sur les réseaux intelligents, les infrastructures critiques et l'interaction entre technologie et développement.

Mais c'est outre-Atlantique qu'il effectue l'un de ses premiers pas professionnels marquants, en rejoignant un fonds d'investissement basé dans la Silicon Valley, berceau mondial de l'innovation technologique. Cette immersion dans l'écosystème californien lui offre un accès direct aux logiques d'investissement à fort potentiel, à la culture du risque maîtrisé, et à l'accélération de projets transformateurs à l'échelle globale. Il y découvre les ressorts du capital-risque, le rôle des technologies de rupture, et surtout l'importance de bâtir des solutions scalables dans des environnements à forte incertitude — autant d'enseignements qu'il réinvestira plus tard dans ses fonctions de direction en Afrique.

Ce parcours prépare Ahmadou Bakayoko à relever les défis complexes de la transformation des services publics africains avec une double conscience : celle des contraintes locales et celle des standards globaux.



Une trajectoire professionnelle cohérente et ascendante

Les années de conseil et de structuration stratégique

Après son immersion dans l'univers exigeant de la finance technologique dans la Silicon Valley, Ahmadou Bakayoko poursuit son parcours professionnel en rejoignant Capgemini Consulting, la branche conseil stratégique du géant français du numérique. Il y fait ses armes dans un environnement à haute intensité analytique, au sein d'équipes multidisciplinaires mobilisées sur des projets de transformation d'envergure. C'est là qu'il acquiert une solide culture du conseil : capacité à structurer des problématiques complexes, à travailler au contact de dirigeants de haut niveau, et à piloter des programmes de transformation numérique et organisationnelle dans des secteurs critiques.

Cette expérience le prépare à évoluer dans des environnements publics comme privés, où l'enjeu n'est pas seulement technique, mais aussi humain, politique et stratégique. Chez Capgemini, il apprend également à intégrer les exigences de performance dans des contextes budgétaires contraints, une compétence qui s'avérera précieuse lors de ses futures fonctions dans le secteur public africain.

Il rejoint ensuite Canal+, groupe audiovisuel de référence, où il continue d'explorer les synergies entre innovation technologique et contenus culturels. Intégré à des équipes projet, il travaille sur des dossiers stratégiques liés à la transformation de l'offre, à la structuration des services numériques et à l'expansion du groupe en Afrique. Ce passage dans une entreprise de médias internationale le confronte à la gestion de projets à fort impact, à la pression des délais et à la nécessité d'aligner les objectifs économiques avec des enjeux d'audience et d'influence.

À ce stade de son parcours, Ahmadou Bakayoko s'impose déjà comme un profil rare : ingénieur de haut niveau, stratège formé au conseil, doté d'une conscience fine des enjeux culturels, économiques et géopolitiques propres au continent africain.



La transformation de la RTI : mission publique, vision moderne

C'est en mai 2012 qu'Ahmadou Bakayoko fait un retour remarqué en Côte d'Ivoire, en prenant les fonctions de Directeur Général Adjoint de la Radiotélévision Ivoirienne (RTI). Moins d'un an plus tard, en 2013, il est promu Directeur Général, devenant l'un des plus jeunes à occuper ce poste stratégique dans l'histoire du groupe public audiovisuel.

À la tête de la RTI, il hérite d'une institution fragilisée, marquée par les séquelles de la crise post-électorale et confrontée à des défis structurels majeurs : dette, obsolescence technologique, défiance du public, perte d'influence régionale. Avec méthode et détermination, il engage une profonde réforme de la gouvernance, repense l'organisation interne et initie un repositionnement stratégique du groupe, dans la perspective de sa modernisation.

L'un des chantiers emblématiques de son mandat est le passage à la TNT (Télévision Numérique Terrestre), véritable basculement technologique et symbolique pour le paysage audiovisuel ivoirien. Sous son impulsion, la RTI s'ouvre à la concurrence, diversifie son offre, améliore la qualité de ses contenus, et développe de nouveaux canaux numériques, renforçant ainsi son ancrage auprès des jeunes générations. Il réussit également à inscrire la RTI dans des dynamiques de coproduction internationale et à réaffirmer le rôle de l'audiovisuel public comme vecteur d'unité nationale, d'éducation et de cohésion sociale.

Son action à la RTI lui vaut une reconnaissance transpartisane, tant pour ses résultats concrets que pour son style de leadership : calme, discret, mais résolument tourné vers l'efficacité et l'innovation. Il se distingue comme un dirigeant capable de conjuguer ambition stratégique, gestion rigoureuse et sens du service public.

La double réussite à la tête de la CIE et de la SODECI



En 2019, Ahmadou Bakayoko est nommé Directeur Général de la Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE) et de la Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire (SODECI), deux filiales stratégiques du Groupe Eranove et piliers de l'accès aux services essentiels en Côte d'Ivoire. Ce double mandat représente un défi de taille : piloter la transformation opérationnelle de deux entreprises confrontées à une demande croissante, à des attentes sociales élevées, et à des impératifs de modernisation dans un contexte africain en pleine mutation.

Dès son arrivée, Ahmadou Bakayoko fixe un cap clair : réformer en profondeur sans perdre en efficacité, et surtout réconcilier performance industrielle et mission de service public. Sa stratégie repose sur trois axes structurants : la modernisation des infrastructures, l'accélération de la digitalisation, et l'élargissement de l'accès aux services pour les populations jusque-là peu ou mal desservies.

En 2019, Ahmadou Bakayoko est nommé Directeur Général de la Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE) et de la Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire (SODECI), deux filiales stratégiques du Groupe Eranove et piliers de l'accès aux services essentiels en Côte d'Ivoire. Ce double mandat représente un défi de taille : piloter la transformation opérationnelle de deux entreprises confrontées à une demande croissante, à des attentes sociales élevées, et à des impératifs de modernisation dans un contexte africain en pleine mutation.

Dès son arrivée, Ahmadou Bakayoko fixe un cap clair : réformer en profondeur sans perdre en efficacité, et surtout réconcilier performance industrielle et mission de service public. Sa stratégie repose sur trois axes structurants : la modernisation des infrastructures, l'accélération de la digitalisation, et l'élargissement de l'accès aux services pour les populations jusque-là peu ou mal desservies.

Sur le plan de la modernisation, il engage d'importants investissements pour renforcer les réseaux, améliorer la qualité de service et réduire les pertes techniques. Il impulse également une nouvelle dynamique en matière de maintenance préventive, de pilotage des ouvrages et de sécurisation de la distribution, tant pour l'électricité que pour l'eau potable.

En matière de digitalisation, il pilote une transformation ambitieuse des systèmes de gestion et de la relation client. Les services en ligne sont élargis, les outils de suivi des consommations et de facturation sont modernisés, et l'interaction avec les usagers est repensée pour plus de réactivité et de transparence. Le numérique devient ainsi un levier central de performance, mais aussi d'équité.

Enfin, sur le plan de l'inclusion, son mandat est marqué par une forte extension des réseaux de desserte et un effort constant pour démocratiser l'accès à l'eau et à l'électricité, y compris dans les zones rurales ou périurbaines. Ces politiques d'élargissement, adossées à des programmes de branchements sociaux ou subventionnés, traduisent une volonté de faire des deux opérateurs des instruments d'inclusion et de justice territoriale.

Les résultats sont au rendez-vous : en cinq ans, le nombre de clients double pour la CIE comme pour la SODECI, preuve d'une progression significative de la couverture nationale. Les

indicateurs de performance s'améliorent sur tous les plans — continuité de service, délais d'intervention, satisfaction client — et les relations avec les autorités de régulation et les partenaires techniques s'inscrivent dans une logique de dialogue et d'engagement contractuel renforcé.

Cette réussite ne passe pas inaperçue. Elle consacre Ahmadou Bakayoko comme un dirigeant capable de transformer, d'industrialiser et d'humaniser à la fois, dans des secteurs où la pression citoyenne et politique est constante. Elle démontre également sa capacité à conduire des entreprises africaines vers des standards de performance élevés, tout en gardant un cap profondément social et orienté vers les besoins du plus grand nombre.

Ce bilan à la tête de la CIE et de la SODECI constitue un tremplin naturel vers sa nomination à la direction générale du Groupe Eranove, dont il connaît les rouages, les priorités stratégiques et les défis opérationnels.



Une vision panafricaine consolidée chez Eranove



Avec sa nomination à la tête du Groupe Eranove, Ahmadou Bakayoko hérite de la direction d'un acteur stratégique du développement des infrastructures en Afrique, opérant à l'intersection de l'industrie, du service public et de l'innovation. Fort d'un parcours où se conjuguent expertise technique, sens de la gouvernance et expérience du terrain, il incarne une nouvelle génération de dirigeants africains appelés à porter les ambitions industrielles du continent dans des secteurs hautement structurants.

Un groupe panafricain aux racines solides

Eranove est aujourd'hui l'un des principaux groupes industriels spécialisés dans la production et la distribution d'électricité et d'eau potable, ainsi que dans la gestion déléguée de services publics. Le groupe est implanté dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, avec des positions de leadership en Côte d'Ivoire — via la CIE et la SODECI — mais aussi au Sénégal, au Mali, en RDC et au Gabon. À travers ses filiales, il emploie plus de 9 600 collaborateurs et dessert plusieurs millions de personnes, faisant de lui un acteur central du quotidien de nombreuses populations.

Son modèle repose sur une approche singulière en Afrique : une alliance pragmatique entre ancrage local fort et expertise industrielle, structurée autour de partenariats public-privé.

Cette approche permet de mutualiser les risques, de garantir une performance technique durable, et de bâtir une relation de confiance avec les États, les bailleurs et les usagers.

Des chantiers stratégiques à fort impact

Sous l'impulsion d'Ahmadou Bakayoko, les priorités du groupe s'inscrivent dans les grands défis contemporains du continent. Le premier est celui de la souveraineté énergétique : produire plus, mieux et durablement. Cela suppose de continuer à investir dans de nouveaux ouvrages (barrages hydroélectriques, centrales thermiques ou hybrides, infrastructures d'interconnexion), tout en soutenant l'émergence de solutions alternatives (solaire, mini-grids, biomasse) adaptées aux réalités locales.

Le second axe clé est le renforcement des partenariats public-privé, dans une logique de long terme et de co-construction. Ahmadou Bakayoko entend positionner Eranove comme un partenaire de confiance des gouvernements africains, capable de dialoguer avec les institutions multilatérales, de proposer des montages financiers robustes, et de porter des projets structurants dans une logique de service universel.

Le troisième chantier majeur concerne l'innovation dans la distribution des services essentiels. Il s'agit de poursuivre et d'accélérer la digitalisation des services, d'améliorer la qualité de l'expérience client, de favoriser l'inclusion via des modèles tarifaires différenciés, et d'étendre les réseaux vers les zones rurales ou enclavées, souvent laissées de côté par les logiques de rentabilité immédiate.

Une vision pour les années à venir

À travers cette nouvelle étape de son parcours, Ahmadou Bakayoko se donne pour objectif de consolider la croissance d'Eranove dans une dynamique d'expansion maîtrisée et inclusive. Son ambition est triple : faire du groupe un leader africain reconnu pour sa performance opérationnelle, son engagement social et environnemental (ESG), et sa capacité à transformer les infrastructures de base en leviers de développement.

Parmi les objectifs affichés figurent :

L'accélération de l'expansion géographique, avec de nouvelles implantations ciblées dans des pays à fort potentiel.

L'amélioration continue des indicateurs ESG, avec un accent mis sur la gestion durable des ressources, l'accès équitable aux services, la gouvernance responsable et la valorisation des talents africains.

Le développement d'un écosystème d'innovation pour anticiper les besoins futurs (smart grids, énergies renouvelables, télésurveillance des réseaux, etc.).

En résumé, Ahmadou Bakayoko arrive à la tête d'un groupe solide, au cœur de défis vitaux pour l'Afrique, avec une légitimité construite patiemment et une vision ambitieuse : faire d'Eranove un modèle africain d'entreprise à impact, au service du progrès et de la souveraineté des nations du continent.

Portrait de leadership : ce qui distingue Ahmadou Bakayoko



Ce qui frappe chez Ahmadou Bakayoko, au-delà de son impressionnant parcours académique et professionnel, c'est un style de leadership atypique, à la fois sobre, exigeant et résolument tourné vers l'efficacité durable. À rebours des figures flamboyantes ou populistes parfois dominantes dans certains cercles de pouvoir, il s'inscrit dans une tradition de dirigeants technocrates, bâtisseurs silencieux plus que tribuns, dont la légitimité repose sur la compétence, les résultats et l'éthique de responsabilité.

Une gouvernance fondée sur la rigueur et la vision

Ahmadou Bakayoko est avant tout un homme de méthode. Ceux qui ont travaillé à ses côtés décrivent un dirigeant rigoureux dans l'approche, précis dans l'analyse, et exigeant dans l'exécution. Il accorde une grande importance à la qualité des données, à la structuration des projets, au respect des délais et des engagements. Sa gestion s'appuie sur une culture du résultat, mais sans jamais sacrifier les dimensions humaines et sociales des organisations qu'il pilote.

Sa discrétion est également l'un de ses traits distinctifs. Peu exposé médiatiquement, il préfère les faits aux effets d'annonce, les stratégies cohérentes aux coups d'éclat. Cette retenue s'accompagne d'une forte capacité d'écoute, notamment en interne, et d'une volonté de créer autour de lui des équipes solides, responsabilisées, et engagées dans un projet collectif.

Enfin, son sens du temps long est une constante dans sa manière de diriger. Plutôt que de céder à la logique de court terme ou à la recherche immédiate de reconnaissance, Ahmadou Bakayoko ancre son action dans des trajectoires durables, avec une claire conscience des cycles économiques, des transformations sociales, et des équilibres institutionnels.

Une figure respectée dans les milieux économiques africains

Au fil des années, Ahmadou Bakayoko s'est imposé comme une référence discrète mais solide dans le paysage économique ouest-africain. Sa capacité à naviguer dans des environnements complexes — à la croisée du secteur public, du monde de l'entreprise, et des institutions régionales — lui a valu une reconnaissance transversale. En Côte d'Ivoire, mais aussi à l'échelle de la sous-région, son nom est souvent associé à la modernisation réussie d'institutions clés, à une gouvernance rigoureuse et à des résultats tangibles.

Cette réputation s'est construite sans tapage, mais sur la base d'un capital de confiance accumulé auprès des partenaires techniques, des bailleurs internationaux, des institutions financières, et même de la société civile. Il incarne une forme de leadership de deuxième génération, ancré dans les réalités africaines,

mais connecté aux standards internationaux.

Vers un nouveau profil de dirigeant africain

À travers son parcours, Ahmadou Bakayoko illustre l'émergence d'un nouveau profil de dirigeant africain : une génération qui combine formation de haut niveau, expérience internationale, sens aigu du service public et ambition continentale. Un dirigeant capable de penser l'Afrique de l'intérieur, sans complexe, en construisant des modèles viables, pragmatiques et souverains.

Ce profil interpelle, car il rompt avec les caricatures : ni technocrate déconnecté, ni gestionnaire opportuniste, Ahmadou Bakayoko se positionne comme un homme-pont entre les exigences de la performance industrielle et les aspirations profondes des sociétés africaines : mieux vivre, avoir accès à l'essentiel, et croire à un avenir construit par les leurs.

À ce titre, sa nomination à la tête du Groupe Eranove dépasse le cadre d'une simple transition de gouvernance. Elle cristallise une certaine idée de l'Afrique moderne : compétente, ambitieuse, sobre dans la forme mais exigeante sur le fond. Un continent où les services publics, longtemps défaillants ou mal gérés, peuvent devenir des leviers puissants de transformation économique, de cohésion sociale et de souveraineté collective. Et cela, précisément, semble être le cœur de la vision qu'il porte.

Un nouveau chapitre au service du continent

La nomination d'Ahmadou Bakayoko à la tête du Groupe Eranove intervient à un moment où l'Afrique entre dans une phase de transformation intense et irréversible. Porté par une croissance démographique soutenue, une urbanisation rapide et une demande sociale de plus en plus forte, le continent est à la croisée des chemins. Pour répondre à ces dynamiques, l'Afrique a besoin d'infrastructures résilientes, de services publics efficaces et de modèles économiques capables d'articuler performance et inclusion.

C'est précisément dans ce contexte que la trajectoire d'Ahmadou Bakayoko prend tout son sens. Elle symbolise l'émergence d'une génération de décideurs africains formés aux standards internationaux, mais profondément ancrés dans les réalités locales. Une génération qui refuse l'imitation servile ou la dépendance institutionnelle, et qui revendique sa capacité à concevoir, piloter et évaluer des politiques et des entreprises d'envergure continentale, avec compétence et sobriété.

Sa nomination à la tête d'un groupe industriel panafricain comme Eranove dépasse ainsi la simple reconnaissance individuelle. Elle incarne une vision du leadership africain fondée sur la responsabilité, la technicité, et le sens de l'intérêt collectif. Dans un environnement souvent marqué par des fragilités institutionnelles, par le court-termisme ou par des modèles importés peu adaptés, Ahmadou Bakayoko représente un profil rare et précieux : celui d'un bâtisseur silencieux, d'un stratège opérationnel et d'un dirigeant engagé pour le long terme.

Son parcours — de la Silicon Valley à Abidjan, en passant par Paris, Canal+ et la RTI — est un témoignage vivant que l'on peut être à la fois technicien et visionnaire, gestionnaire et patriote, africain et global dans son approche. Il rappelle à toute une génération que l'excellence, le service public, la rigueur et l'impact ne sont

pas des valeurs incompatibles, mais au contraire les piliers d'un avenir africain souverain, moderne et équitable.



CONSEILS D'ATHARI



UNE SÉRIE POUR PENSER, STRUCTURER ET TRANSFORMER VOTRE ENTREPRISE

Dans un environnement économique africain en mutation constante, les entrepreneurs, dirigeants de PME, cadres opérationnels et porteurs de projet sont confrontés à des défis multiples : structurer leur croissance, formaliser leurs processus, attirer les bons talents, piloter la performance, ou encore naviguer dans un écosystème où les ressources sont limitées mais les ambitions immenses.

Chez Athari Advisors, nous avons la conviction que le conseil ne doit pas être réservé à une élite, ni exprimé dans un jargon inaccessible. Il doit au contraire éclairer l'action, poser les bonnes questions, et outiller ceux qui font l'économie réelle, jour après jour, dans la complexité du terrain.

C'est dans cet esprit que nous lançons « Conseils d'Athari », une série de chroniques pratiques et stratégiques à destination de ceux qui veulent penser leur entreprise autrement. À travers des sujets concrets — stratégie, organisation, pilotage, leadership, transformation — nous partageons nos analyses, nos retours de terrain, et nos convictions pour aider les entreprises africaines à gagner en clarté, en structure et en impact.

Notre ambition est simple : vous offrir, chaque semaine, un éclairage utile, applicable et ancré dans vos réalités. Parce que les bons conseils ne sont pas ceux qui brillent en théorie, mais ceux qui transforment en profondeur. Bienvenue dans « Conseils d'Athari » — là où l'action rencontre la réflexion.

STRUCTURER UNE ROADMAP DE CROISSANCE : LE CAS D'UNE PME IVOIRIENNE



Par
Janice N'GUESSAN
Consultante Athari Advisors

Passer de l'intuition entrepreneuriale à une trajectoire maîtrisée

De nombreuses PME ivoiriennes naissent d'une opportunité bien saisie, d'un besoin du marché repéré sur le terrain, ou de l'énergie d'un fondateur convaincu. Mais après les premiers succès, la croissance devient un défi plus complexe : comment s'assurer que l'entreprise continue à progresser sans s'essouffler ni se désorganiser ? C'est ici qu'intervient la notion de roadmap de croissance, un outil stratégique pour planifier, prioriser et piloter le développement à moyen terme.

Prenons l'exemple fictif de "Solubio", une PME ivoirienne spécialisée dans la fabrication de produits de nettoyage écologiques, créée en 2019 à Yopougon. Après trois années de progression constante sur Abidjan, l'entreprise souhaite étendre son activité à d'autres villes du pays, développer une gamme pour les entreprises industrielles, et investir dans une unité semi-automatisée. Comment construire une roadmap de croissance cohérente et réaliste ? Voici les étapes clés, illustrées à travers ce cas.

Clarifier la vision et les ambitions de l'entreprise

Tout commence par une question fondamentale : où veut-on aller ? La roadmap n'a de sens que si elle sert une vision claire, partagée au sein de l'équipe dirigeante. Dans le cas de Solubio, l'ambition est d'ici trois ans de devenir l'acteur ivoirien de référence dans le secteur du nettoyage écologique, avec une présence dans au moins cinq grandes villes et une capacité de production doublée.

Cette ambition devient le fil conducteur du plan de croissance. Elle permet de tracer une ligne d'horizon, et de juger les choix d'investissement ou les opportunités à l'aune de leur contribution à cet objectif.

Diagnostiquer les forces, freins et leviers internes

Avant de construire, il faut prendre une photo précise de l'existant. Solubio dispose d'un bon portefeuille clients, d'un bouche-à-oreille solide, et d'une équipe motivée. Mais son modèle est encore très artisanal, ses livraisons dépendent de prestataires extérieurs peu fiables, et la notoriété reste limitée hors d'Abidjan.

Un diagnostic structuré (via une analyse SWOT, une cartographie des processus, un point sur la trésorerie et les RH) permet d'identifier ce qui doit être consolidé avant de croître, et d'éviter les erreurs classiques du passage à l'échelle : croître plus vite que l'organisation ne peut l'absorber.

Définir les axes de croissance prioritaires

Une roadmap de croissance efficace ne cherche pas à tout faire en même temps. Elle sélectionne 2 ou 3 axes stratégiques prioritaires, sur lesquels les efforts doivent être concentrés. Pour Solubio, trois axes sont identifiés : (1) l'expansion géographique à Bouaké et San Pedro, (2) l'industrialisation progressive de la production, et (3) le développement d'une gamme B2B pour les entreprises industrielles.

Chaque axe est ensuite décliné en objectifs concrets, datés et mesurables. Par exemple : ouvrir un point de distribution à Bouaké avant décembre 2025, recruter un responsable logistique, lancer une ligne test pour les dégraissants industriels d'ici le 2e trimestre 2026.

Planifier les étapes, les ressources et les indicateurs

La roadmap prend la forme d'un calendrier opérationnel à 12, 24 ou 36 mois. Pour chaque axe, on identifie les grandes étapes, les moyens à mobiliser (recrutements, financements, partenariats), les risques éventuels et les indicateurs de performance. Cette planification permet d'anticiper les points de friction : embauche à prévoir, renforcement de la capacité de production, besoins en trésorerie, accompagnement stratégique...

Dans le cas de Solubio, cela passe par un prévisionnel d'investissement sur deux ans, l'identification de deux sources potentielles de financement (fonds d'impact et concours PME),

et l'intégration d'un tableau de bord mensuel pour suivre les résultats.

Mettre en place un dispositif de pilotage agile

Une roadmap de croissance n'est pas un document figé : c'est un outil vivant qui doit être piloté, ajusté, questionné régulièrement. Solubio décide de mettre en place un comité de pilotage mensuel avec ses cadres, un point trimestriel sur les objectifs stratégiques, et un suivi rigoureux de ses indicateurs clés (ventes, marge, taux de satisfaction client, disponibilité produits...).

Ce pilotage permet de détecter rapidement les écarts, d'apporter les corrections nécessaires et de maintenir une dynamique collective autour du projet de croissance. C'est ce qui transforme une vision ambitieuse en transformation concrète.

Conclusion

Une roadmap de croissance bien construite est un levier majeur pour toute PME qui veut franchir un cap sans se désorganiser. Elle donne de la visibilité, structure les décisions, sécurise les financements et renforce l'engagement des équipes. À Athari Advisors, nous accompagnons les entreprises ivoiriennes à chaque étape de ce processus, avec une conviction : la croissance ne se décrète pas, elle se planifie avec méthode et réalisme.

SOCIÉTÉ

Société

Guerre au Soudan : l'ONU alerte sur un risque de génocide « très élevé »



Le conflit au Soudan, qui perdure depuis avril 2023, continue de susciter de vives inquiétudes au sein de la communauté internationale. Virginia Gamba, conseillère spéciale par intérim du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a récemment alerté sur un risque de génocide qu'elle juge « très élevé ». Cette déclaration a été faite lors d'une session du Conseil des droits de l'homme à Genève, où elle a dénoncé les attaques à caractère ethnique menées par les Forces de soutien rapide (FSR).

Gamba a attiré l'attention sur les violences ciblées contre certains groupes ethniques, notamment dans les régions du Darfour et du Kordofan, où les FSR

et des milices arabes alliées poursuivent leurs exactions. Elle a souligné que ces attaques, de nature systématique et délibérée, constituent une source majeure de préoccupation dans le cadre de son mandat.

« Les deux camps ont commis de graves violations des droits de l'homme », a-t-elle déclaré, rappelant que le conflit a déjà coûté la vie à des milliers de civils et entraîné le déplacement de plus de 10,5 millions de personnes. La guerre oppose l'armée régulière soudanaise (SAF), dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhan, aux paramilitaires de son ancien bras droit, le général Mohamed Hamdan Dogolo, dit « Hemedti ».

La situation humanitaire

au Soudan est décrite par l'ONU comme la pire crise actuelle au niveau mondial. Le conflit a provoqué des dizaines de milliers de morts, des déplacements massifs, une aggravation de la faim, et favorisé la résurgence d'une épidémie de choléra. Alors que la guerre entre dans sa troisième année, les perspectives de résolution politique s'éloignent, et les appels à une action internationale se font de plus en plus pressants. Face à cette crise, l'ONU appelle la communauté internationale à agir de toute urgence afin de prévenir une escalade vers le génocide et de mettre un terme aux atrocités qui continuent de frapper les populations civiles soudanaises.

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Société

Sénégal : Massacre de Thiaroye, un fils de tirailleur porte plainte contre la France

Quatre-vingts ans après les événements tragiques de Thiaroye, Biram Senghor, fils d'un tirailleur sénégalais, cherche toujours à découvrir le lieu de sépulture de son père. Le 1er décembre 1944, l'armée coloniale française avait ouvert le feu sur des soldats africains démobilisés, rassemblés dans le camp de transit de Thiaroye, en banlieue de Dakar, qui réclamaient le paiement de leur solde. Parmi les victimes figurait M'Bap Senghor, abattu ce jour-là pour avoir exigé ce qui lui était dû. Huit décennies plus tard, son fils, aujourd'hui âgé de 86 ans, ignore toujours où repose son père.

Le lundi 23 juin 2025, Biram Senghor a déposé une plainte contre X et contre l'État français devant le tribunal judiciaire de Paris pour recel de cadavre. En juin de l'année précédente, la France avait accordé à M'Bap Senghor la mention « Mort pour la France », neuf ans après son décès. En novembre, Paris

a également reconnu pour la première fois le terme de « massacre » pour qualifier ce drame colonial. Cependant, plusieurs historiens estiment que cette reconnaissance reste partielle. Les archives françaises recensent officiellement 35 morts, tandis que certains travaux académiques évoquent plus de 400 victimes. Le lieu de sépulture de ces soldats demeure, lui, entouré de mystère.

« Il faut qu'ils nous disent où se trouve le cadavre », insiste Maître Dieng, l'avocat de Biram Senghor, qui espère que les autorités françaises finiront par divulguer des informations sur la localisation des dépouilles. Il est convaincu que des documents susceptibles de les localiser existent. La législation française, en particulier l'article 434-7 du Code pénal, punit toute personne contribuant à dissimuler la découverte d'un cadavre.

Initialement, les autorités françaises avaient qualifié M'Bap Senghor de déserteur. Bien que cette qualification ait été officiellement révisée pour reconnaître qu'il avait été tué à Thiaroye, certaines déclarations antérieures évoquaient l'existence de fosses communes ou de tombes pour les tirailleurs. En 2014, l'ancien président François Hollande avait affirmé qu'il n'y avait « personne dans ces tombes », entretenant ainsi le flou autour du sort réel de ces soldats africains.

La reconnaissance du massacre implique l'usage de la force armée, et la loi française prévoit des sanctions contre toute dissimulation de cadavre consécutive à des violences. La plainte pour recel de cadavre déposée par Biram Senghor vise à établir les responsabilités dans cette affaire, en interpellant l'ancienne puissance coloniale qui a géré ce dossier.

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Société

RDC : Kinshasa confrontée à une épidémie de choléra, MSF tire la sonnette d'alarme

Depuis le mois de mai, la République démocratique du Congo (RDC) fait face à une épidémie nationale de choléra, avec près de 30 000 cas recensés depuis le début de l'année 2025. Alors que plusieurs provinces — notamment les deux Kivu, le Tanganyika et la Tshopo — étaient déjà touchées, la maladie a récemment atteint des zones urbaines de Kinshasa, suscitant une vive inquiétude chez les autorités sanitaires.

Selon l'Institut national de santé publique (INSP), la capitale enregistre actuellement 136 cas cumulés depuis janvier, dont plus de 90 au cours des dernières semaines, ayant entraîné une vingtaine de décès. Onze des vingt-trois zones de santé de Kinshasa sont désormais concernées par cette épidémie. Face à cette situation préoccupante, Médecins sans frontières (MSF) a mis en place un centre de traitement du choléra dans la ville et prévoit l'ouverture prochaine d'une seconde structure.

Stéphane Goetghebuer, chef de mission de MSF Belgique en RDC, a souligné que la propagation du choléra à Kinshasa est étroitement liée à l'évolution de l'épidémie dans le reste du pays.



« Elle se propage progressivement ; il n'est donc pas surprenant de voir la capitale affectée », a-t-il déclaré.

Les quartiers les plus touchés sont majoritairement défavorisés, notamment ceux situés en zones inondables. « Ce sont surtout les quartiers pauvres qui sont touchés, ceux exposés aux inondations, souvent causées par des rivières transformées en égouts qui débordent », a précisé Goetghebuer.

La situation est aggravée par une saison des pluies particulièrement tardive. « Kinshasa a connu de fortes pluies récemment, alors que la saison sèche aurait déjà dû commencer. Cela joue évidemment un rôle, mais c'est aussi une question

de conditions d'hygiène et de vie », a-t-il ajouté.

Le choléra, causé par la bactérie *Vibrio cholerae*, se transmet principalement par l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés. « Dès que la bactérie entre en contact avec la bouche ou les muqueuses, souvent via les doigts, l'infection peut se produire », a expliqué le responsable de l'ONG. Face à cette crise sanitaire, des mesures urgentes s'imposent pour améliorer les conditions d'hygiène, renforcer l'assainissement et garantir l'accès à une eau potable de qualité. Ces actions sont essentielles pour protéger les populations les plus vulnérables et enrayer la propagation de cette maladie potentiellement mortelle.

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous



emmanuel.mian@mianmedia.com



(+33) 7 55 89 00 81



(+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com